

tée et organisée. Mais l'arrivée de de Gaulle au pouvoir constitue une victoire pour la bourgeoisie qui a confié dans des mains plus résolues, débarrassées des entraves parlementaires, la défense de ses intérêts de classe.

L'arrivée de de Gaulle au pouvoir constitue une défaite de la classe ouvrière française et internationale, la première grande défaite depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

On n'a jamais pu se relever sérieusement d'une défaite, on n'a jamais pu aborder correctement l'avenir sans avoir procédé d'abord à une étude approfondie des causes qui ont amené la défaite. Comment, de 1945-46 où les masses étaient si puissantes après l'écrasement d'Hitler et l'effondrement de la dictature de Pétain, comment en est-on arrivé à un régime qui vise précisément à reproduire ce que Pétain avait tenté de faire?

LA CAPITULATION DE LA DIRECTION SOCIALISTE

La capitulation du Parlement a eu pour cause immédiate la capitulation de la direction du Parti socialiste et d'une grande partie du groupe parlementaire socialiste, sans laquelle de Gaulle n'aurait jamais pu obtenir une majorité légale. Cette cause immédiate ne constitue pas la raison profonde: la division qui s'est produite dans le groupe parlementaire socialiste montre qu'une partie de celui-ci s'est refusée de voter la capitulation, et ce avant tout sous la pression des masses, notamment sous l'effet de la grande manifestation du 28 mai de la Nation à la République.

La capitulation du Parlement a simplement reflété que, dans l'épreuve de force qui fut engagée par l'armée le 13 mai à Alger, la riposte des masses fut trop tardive et trop faible. Si l'on veut donc comprendre les raisons profondes de la défaite, il faut rechercher pourquoi l'action des masses se produisit avec grand retard et trop peu de vigueur, et de ce fait fut inadéquate à la situation.

Le rôle de trahison de la direction du Parti socialiste est d'une évidence criante. C'est la politique de capitulation de Guy Mollet depuis le 2 janvier 1956, c'est la politique que Lacoste a suivie en Algérie qui ont nourri à profusion le chauvinisme, le racisme, qui ont encouragé les colons et tous les

« L'Humanité » au cours de la période aigue de la crise

ET pourtant, il suffit tout d'abord de reprendre la collection de « L'Humanité » durant cette crise et de confronter ses analyses des événements avec la réalité pour s'apercevoir que la direction du P.C.F. n'a pas donné une orientation juste.

Du 13 mai au 1^{er} juin, la réaction a suivi un plan bien établi: former un bastion à Alger — soutenir de Gaulle qui s'est aussitôt appuyé sur Alger — étendre la menace en s'emparant de la Corse — forcer le gouvernement à négocier puis à céder la place.

Comme on le verra, à chaque pas en avant de la réaction, « L'Humanité » a présenté la lutte au Parlement comme la bataille principale, là où — déclarait-elle jour après jour — des succès étaient remportés.

13 mai, coup de force à Alger. Le même jour, investiture de Pflimlin. Le groupe communiste s'abstient, en faisant la déclaration suivante:

« Le président du Conseil désigné ayant affirmé la volonté de son gouvernement de poursuivre la guerre d'Algérie, source de tous les maux dont souffre le pays, le groupe communiste décide de ne pas lui accorder ses suffrages. Mais à l'heure où, face aux émeutes d'Alger et aux généraux entrés en rébellion contre la République, le président désigné déclare qu'il ne cédera pas devant le coup de force factieux, les députés communistes décident à l'unanimité de s'abstenir volontairement, don-

groupements réactionnaires, qui ont suscité le mécontentement des militaires. Ce sont enfin les interventions directes de Guy Mollet et de Vincent Auriol qui ont offert à de Gaulle les astuces parlementaires destinées à couvrir d'un voile pseudo-légal le coup de force militaire.

LA MAJORITE DES OUVRIERS SUIVAIT LE PARTI COMMUNISTE

La politique du Parti socialiste a servi la réaction et ouvert la porte à la dictature militaire. Mais, sans rien diminuer de la trahison et de l'infamie des hommes qui, au nom du Parti socialiste, ont été les marchepieds de la dictature militaire en France, il est nécessaire de souligner que, depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la majorité de la classe ouvrière, surtout ses couches les plus décisives, ne regardaient pas du côté des socialistes quant à leur orientation politique. La base ouvrière du Parti socialiste s'était considérablement réduite. Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la majorité des travailleurs suivait le Parti communiste. Celui-ci recueillait de 5 à 6 millions de voix. La C.G.T., dans laquelle les militants communistes jouaient un rôle dirigeant, se voyait chaque année soutenue aux élections de délégués d'entreprise par 60 à 70 % des voix, notamment dans les industries essentielles (métallurgie, cheminots, électricité, mineurs, docks, bâtiment, produits chimiques...).

Ces votes témoignaient que les grandes masses n'accordaient plus leur confiance à la direction socialiste (comme c'était encore le cas avant la guerre, du temps du Front populaire de 1936) et que la politique du P.C.F. pouvait être décisive quant à l'intervention des masses.

C'est pourquoi, indépendamment des actions des militants du Parti communiste français au cours des événements, de leur dévouement et de leur combativité, il faut poser la question: la politique de la direction du P.C.F. a-t-elle répondu aux nécessités de la situation et aux aspirations des masses?

La direction du P.C.F. a très souvent recours à l'explication: c'est la faute aux autres, au P.S. qui a capitulé, à ceci ou à cela..., mais — en dépit de l'auto-critique si célébrée — elle n'a jamais procédé à un examen critique de sa propre conduite.

nant ainsi la possibilité au gouvernement de se constituer. »

Ainsi c'est avant tout sur la « fermeté » du gouvernement et du Parlement que mise la direction du P.C.F.

Le meeting du Cirque d'Hiver prévu pour le 14 est interdit par ce « ferme » gouvernement républicain. La direction du P.C.F., acceptant cette interdiction, envoie des responsables pour disperser ceux qui étaient venus malgré l'interdiction:

« Le mot d'ordre était: « Rentrez dans vos localités, dispersez-vous, allez trouver les autres républicains pour préparer la riposte au coup de force fasciste. » (« Humanité », 15 mai).

15 mai. Première déclaration de de Gaulle exploitant et encourageant le coup de force d'Alger. « L'Humanité » publie aussitôt une édition spéciale, dans laquelle on préconise, entre autre, des interventions auprès de Coty:

« Multipliez auprès du Président de la République les protestations par milliers et milliers pour la sauvegarde de la République. »

16 mai. Le gouvernement fait voter l'état d'urgence (avec les voix communistes) qui ne servira jamais contre Alger ou de Gaulle, mais à empêcher toutes les interventions des travailleurs.

« Humanité », 17 mai. Article de Fajon, membre du B.P., directeur du journal, qui présente ce vote comme une victoire de la démocratie: